



Ontario Confederation of University Faculty Associations
Union des associations des professeurs des universités de l'Ontario

L'OCUFA demande la démission de Ross Romano à la suite de compressions dévastatrices des emplois et des programmes de l'Université Laurentienne

TORONTO, le 12 avril 2021 – À la suite de l'annonce de la suppression d'environ 60 programmes à l'Université Laurentienne et de la perte d'emploi de plus de 80 membres du corps professoral, l'Union des Associations des professeurs des universités de l'Ontario demande la démission du ministre des Collèges et Universités, Ross Romano. Ces compressions dévastatrices sont le résultat direct de la négligence du ministre, qui était nettement au courant des difficultés financières auxquelles la Laurentienne faisait face au moins six mois avant qu'elles ne deviennent publiques. M. Romano n'a pas fait ce qu'il fallait pour soutenir l'Université Laurentienne et ses étudiants, son corps professoral ou sa communauté. Les professeurs d'université et les bibliothécaires universitaires de l'Ontario ne font plus confiance à l'engagement du ministre envers le secteur universitaire.

« Si Ross Romano avait fait son travail, aucune de ces compressions n'aurait eu lieu, a déclaré Rahul Sapra, président de l'Union des Associations des professeurs des universités de l'Ontario. M. Romano et le gouvernement Ford connaissaient la profondeur des difficultés financières de la Laurentienne depuis des mois, voire des années. Ils ont eu de nombreuses occasions de prendre des mesures pour éviter cette crise. Au lieu de cela, ils ont choisi de ne rien faire et ont trahi la confiance des Ontariens. »

La crise financière à laquelle fait face la Laurentienne a été créée par le gouvernement provincial, qui a chroniquement sous-financé les universités de l'Ontario, réduit et gelé les frais de scolarité sans fournir de financement public équivalent, et abandonné une importante université du Nord au moment où elle en avait le plus besoin.

En qualité de ministre, M. Romano a démontré la même résistance à la consultation, à la transparence et à la responsabilité que l'administration de la Laurentienne. M. Romano n'a cessé de faire des annonces pour le secteur de l'éducation postsecondaire sans consulter les professeurs, les bibliothécaires universitaires, le personnel, ni les étudiants. Il a également refusé à maintes reprises des invitations à rencontrer des représentants de l'OCUFA pour discuter de la situation à la Laurentienne et d'autres défis auxquels font face les universités ontariennes.

Un récent sondage effectué par Les Associés de recherche EKOS pour l'OCUFA montre que les Ontariens sont fortement en désaccord avec l'approche négligente de M. Romano. Selon 66 % des Ontariens, le gouvernement provincial devrait fournir à la Laurentienne le financement dont elle a besoin pour protéger ses programmes bilingues et autochtones. De plus, 63 % des Ontariens souhaitent que le gouvernement fournisse des fonds supplémentaires pour protéger les programmes et les emplois dans d'autres universités qui connaissent des difficultés financières.

Le gouvernement de l'Ontario doit investir immédiatement dans l'Université Laurentienne afin d'éviter les pertes d'emplois, d'éliminer ces compressions néfastes, de soutenir les étudiants et la communauté du Grand Sudbury, et de rassurer les universités publiques de l'Ontario que le gouvernement est déterminé à assurer leur succès.

« Cette nouvelle est dévastatrice pour les professeurs et pour le personnel qui ont consacré leur vie à l'Université Laurentienne, a déclaré M. Sapro. Les conséquences de ces compressions se feront ressentir bien au-delà des couloirs de la Laurentienne. Elles se répercuteront dans toute la région du Grand Sudbury, au détriment des étudiants, des familles qui travaillent dur et de l'économie locale. »

Bien que l'ampleur des compressions ne soit pas encore claire, l'OCUFA exprime son soutien sans réserve aux membres de l'Association des professeures et professeurs de l'Université Laurentienne, au personnel et aux étudiants de l'université.

Les compressions annoncées à la Laurentienne font suite à des mois de procédures judiciaires coûteuses et secrètes en vertu de la *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies (LACC)* qui ont été imposées aux professeurs et au personnel par l'administration de l'Université Laurentienne avec l'approbation implicite du ministre Romano. Depuis le début, l'OCUFA fait valoir que la LACC est utilisée de manière inappropriée, car il s'agit d'une loi créée pour les sociétés du secteur privé, et non pour les universités publiques.

L'Université Laurentienne est un établissement public, ce qui signifie que M. Romano et le gouvernement provincial ont la responsabilité de lui fournir le financement dont elle a besoin pour fonctionner efficacement. Au lieu de cela, la Laurentienne est la première université publique au pays à connaître une crise financière et à ne recevoir aucune aide financière du gouvernement provincial.

« Si le ministre Romano croit au système universitaire public de l'Ontario, il doit intervenir maintenant et financer la Laurentienne, a déclaré M. Sapro. Sinon, il doit démissionner de son poste de ministre pour céder la place à quelqu'un qui comprend l'importance du système universitaire public de classe mondiale de l'Ontario, qui est prêt à assurer son avenir pour les générations actuelles et futures, et qui fournira un financement immédiat pour sauver l'Université Laurentienne. »

Fondée en 1964, l'OCUFA représente 17 000 professeurs et bibliothécaires universitaires de 30 associations des professeurs en Ontario. Elle est engagée à rehausser la qualité de l'enseignement supérieur en Ontario et à reconnaître les contributions exceptionnelles de ses membres à la création d'un système universitaire de renommée mondiale. Pour plus de renseignements, veuillez consulter le site Web de l'OCUFA : www.ocufa.on.ca.

-30-

Pour plus de renseignements ou pour obtenir une entrevue, prenez contact avec :
Ben Lewis, responsable des communications de l'OCUFA, au 416 306-6033 ou à blewis@ocufa.on.ca.